

Le chômage : que révèle-t-il ?

QU'EN DIT-ON ?

“ Les gens en trop dans les boîtes, on les jette comme des malpropres ! ”

“ Plus il y a de chômeurs, plus les salaires baissent ! ”

“ Si tu cherches vraiment du travail, tu en trouves : traverse la rue ! ”

“ Entre mondialisation et robotisation, bonjour le chômage ! ”

A quoi ça sert
de faire des maths
si de toute façon
après le bac, c'est
le chômage de
masse ?!!

A s'extraire
de la masse.



L'ÉDITO

Un chômage de masse, dans la durée, est le signe d'un échec majeur : parfois de l'individu, presque toujours de la société. C'est la société du « déchet » dénoncée par le pape François. Mais dans une société en mouvement constant, il n'y a pas de recette simple. Pas de foi aveugle dans des mécanismes, mais une vraie solidarité. Ce qui est en jeu ici, n'est-ce pas la capacité de notre société à être une vraie communauté ?

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

Le chômage, révélateur d'une société ?

UN ÉPREUVE PERSONNELLE ET UN ÉCHEC COLLECTIF

Un chômeur est quelqu'un qui n'est pas employé, souhaite un emploi et qui le cherche. La question du chômage est posée lorsque, pour trop de personnes, cette recherche est frustrée, parce que sans résultat, trop longue, ou débouchant sur un emploi inadéquat.

Cela vise deux situations : celle de personnes n'ayant jamais eu d'emploi, les jeunes notamment, qui en principe sont formés pour en avoir un mais n'en trouvent pas, ou celle de personnes qui ont perdu le leur et n'en trouvent pas d'autre.

Deux séries de causes peuvent expliquer un tel échec. Ce peut être une inadéquation qualitative du demandeur d'emploi par rapport à ceux qui sont offerts, qui met en cause sa formation, ses attentes, ou qui met en évidence un changement dans les demandes des employeurs – par émergence d'une concurrence nouvelle, par modification des techniques de production, etc. Une autre série de causes est liée à l'activité économique d'ensemble, du fait de cycles économiques ou de choix politiques malheureux. Dans tous les cas, le fait majeur est que la vie économique est rapidement mouvante et exige une adaptation permanente des personnes et des réponses collectives.

Simultanément, dans nos sociétés, l'emploi est un besoin vital pour la quasi-totalité de la population, à la fois comme moyen de gagner sa vie et celle de sa famille, et comme lieu d'insertion dans la société et d'épanouissement, désormais presque unique pour la majorité. De ce fait, l'enjeu du chômage est collectivement majeur.

Il faut évoquer aussi la question de la culture du travail dans la société, dont l'affaiblissement ou une conception erronée conduisent bien des personnes à se contenter d'une sous-activité, ou même à vivre de la solidarité.

CE QUE DIT LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE

Dans le *Compendium de la Doctrine Sociale de l'Eglise*, il est dit que « le travail est un droit fondamental et c'est un bien pour l'homme : un bien utile, digne de lui car apte précisément à exprimer et à accroître la dignité

humaine » (n° 287). « Le travail est nécessaire pour fonder et faire vivre une famille, pour avoir droit à la propriété, pour contribuer au bien commun de la famille humaine » (Ibid). Ce qui « conduit l'Eglise à qualifier le chômage de "véritable calamité sociale", surtout pour les jeunes générations » (Ibid). Il en résulte que « celui qui est sans emploi ou qui est sous-employé subit, de fait, les conséquences profondément négatives que cette condition

entraîne sur sa personnalité et il risque d'être placé en marge de la société, de devenir une victime de l'exclusion sociale. C'est un drame qui frappe, en général, non seulement les jeunes, mais aussi les femmes, les travailleurs moins spécialisés, les handicapés, les immigrés, les anciens prisonniers, les analphabètes, tous

les sujets qui rencontrent davantage de difficultés dans la recherche d'une place dans le monde du travail » (n° 289). Par ailleurs, l'Eglise admet la nécessité de la reconversion et souligne le besoin de formation : « La nécessité toujours plus répandue de changer plusieurs fois d'emploi au cours de la vie impose au système éducatif de favoriser la disponibilité des personnes à une requalification et un perfectionnement permanents » (n° 290).

Tout ceci implique une mobilisation de tous, et particulièrement des pouvoirs publics. Mais sans se substituer, sauf exception, à l'initiative de chacun. « Le travail est un bien de tous, qui doit être disponible pour tous ceux qui en sont capables. Le "plein emploi" est donc un objectif nécessaire pour tout système économique tendant à la justice et au bien commun. Une société dans laquelle le droit au travail est déprécié ou systématiquement nié et où les mesures de politique économique ne permettent pas aux travailleurs d'atteindre des niveaux d'emploi satisfaisants, ne peut ni obtenir sa légitimation éthique ni assurer la paix sociale. Un rôle important et donc une responsabilité spécifique et grave incombent, dans ce domaine, à "l'employeur indirect", à savoir aux sujets – personnes ou institutions de toutes sortes – qui sont en mesure d'orienter, au niveau national ou international, la politique du travail et de l'économie » (n° 288). Il revient à l'Etat « de promouvoir des politiques actives de travail, aptes à favoriser la création d'opportunités de travail sur le territoire national, en stimulant à cette fin le monde productif. Le devoir de l'Etat ne consiste pas tant à assurer directement le droit au travail de tous les citoyens, en

« Le chômage est un défi adressé à une société, l'obligeant à montrer son degré véritable de solidarité et sa capacité à vivre ensemble. »

régentant toute la vie économique et en mortifiant la libre initiative des individus, que plutôt à soutenir l'activité des entreprises en créant les conditions qui permettent d'offrir des emplois, en la stimulant dans les cas où elle reste insuffisante ou en la soutenant dans les périodes de crise » (n° 291).

UN THERMOMÈTRE DE LA QUALITÉ D'UNE SOCIÉTÉ

Alors même que, dans des pays comme la France, les dispositifs publics d'aide aux chômeurs sont considérables, l'inquiétude croît. A des craintes traditionnelles résultant de la conjoncture économique ou du progrès technique régulier, s'ajoutent des éléments sans équivalent dans les périodes historiques antérieures, comme l'actuelle mondialisation, et un tournant technologique majeur, celui de la numérisation, jusqu'ici pauvre en emplois. Mais on ne répondra pas à la question du chômage par l'utopie d'une société statique, ni par l'illusion d'une garantie des emplois existants. L'enjeu est la capacité globale d'une société à réagir face à cette situation. Le chômage est un défi adressé à une société, l'obligeant à montrer son degré véritable de solidarité et sa capacité à vivre ensemble ; y répondre se joue à la fois au niveau des personnes et à celui des entreprises et de l'Etat. Le niveau des personnes d'abord vise leur formation, mais aussi leurs priorités, leurs valeurs, leur confiance en eux, leur capacité à entreprendre, et leur sentiment d'appartenance à la communauté. Nul doute qu'à côté des mesures visant la formation professionnelle, essentielle tout au cours de l'existence, la culture collective de la société est ici un élément décisif. Dans une société individualiste et hédoniste, où le désir des biens matériels est stimulé chez tous tandis qu'une compétition féroce régit l'accès à la richesse, il est inévitable que de plus en plus d'individus se découragent, décrochent et soient marginalisés. Le sens du travail tend même à se perdre. Une société digne de ce nom, en revanche, met en avant simultanément le rôle de chacun dans la société, les exigences que cela

« Une véritable stratégie commerciale et industrielle ne doit pas voir l'emploi comme une variable d'ajustement, mais comme un bien commun. »

« Au-delà des problèmes techniques, le chômage persistant est le signe que notre société n'est pas une vraie communauté. »

suppose à l'égard de celle-ci, et la solidarité humaine qu'il peut attendre au-delà des prestations sociales. De ce point de vue, l'éclatement de la famille, lieu principal de solidarité réelle, affectivement significative, est un facteur majeur de perpétuation du chômage.

LE RÔLE DES ENTREPRISES ET DE L'ÉTAT

Dans le cadre de leur responsabilité sociale, les entreprises doivent voir l'emploi comme une priorité essentielle. Cela ne signifie pas maintenir tels quels les emplois existants, mais voir le bien d'un collaborateur comme un objectif en lui-même, à côté des autres objectifs. Cela vise notamment sa formation. A cela s'ajoute le rôle de la profession organisée, même si le sentiment de communauté solidaire tend à disparaître à ce niveau.

Quant aux communautés politiques, notamment l'Etat, à côté des politiques économiques et de la formation, une réflexion particulière doit porter sur la dimension territoriale, notamment en regard de la mondialisation.

En effet, autant l'autarcie n'est ni désirable ni praticable, autant l'ouverture indiscriminée des frontières aux biens, services et personnes, reflète une vision naïve et dangereuse. Et on ne peut se reposer aveuglément sur l'idée que le progrès technique est automatiquement créateur d'emplois. Une véritable stratégie commerciale et industrielle doit être définie, qui ne voit pas l'emploi comme une variable d'ajustement, mais comme un bien commun, à gérer au mieux : en abandonnant les emplois manifestement condamnés ou désormais non désirables, en se donnant le temps d'adaptation nécessaire tant pour les entreprises que pour les travailleurs, en aidant les industries nouvelles ; mais aussi en protégeant les emplois dont on pense qu'ils sont indispensables à l'équilibre de la communauté. Au-delà de l'économie, le chômage persistant est le signe que notre société n'est pas une vraie communauté, où chaque personne humaine trouve sa place. Il faut donc agir en ce sens. ●

À RETROUVER SUR WWW.PROPERSONA.FR

En bref

FACE AU CHÔMAGE, NOTRE SOCIÉTÉ PEUT-ELLE ÊTRE UNE VRAIE COMMUNAUTÉ ?

Le chômeur durable doit être vu comme ce qu'il est : le symptôme d'un échec majeur de la communauté. C'est face à un problème comme le chômage de masse que se vérifie dans une communauté son degré véritable de solidarité réelle. Ce qui ne se manifeste pas seulement par des mesures techniques ou financières, ou par des mécanismes, mais par une volonté active d'intégration et d'accueil de tous dans la communauté, dont le bien commun comporte de façon essentielle le bien de chacun.

À RETROUVER SUR WWW.PROPERSONA.FR



Pour aller plus loin

Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église, 2005, n° 287 à 293.

PAPE FRANÇOIS, *Evangelii Gaudium*, 2013.

La citation

*Aujourd'hui, nous devons dire
"non à une économie de l'exclusion
et de la disparité sociale" (...)
On considère l'être humain en
lui-même comme un bien de
consommation, qu'on peut utiliser
et ensuite jeter (...) Il ne s'agit plus
simplement du phénomène de
l'exploitation et de l'oppression,
mais de quelque chose de nouveau :
avec l'exclusion reste touchée, dans
sa racine même, l'appartenance à la
société dans laquelle on vit (...) Les
exclus ne sont pas des "exploités",
mais des déchets, "des restes". »*

PAPE FRANÇOIS, « *EVANGELII GAUDIUM* », N° 53.